

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/11882]

14 MARS 2019. — Décret relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et missions*

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1° centre Communauté française: le centre psycho-médico-social organisé par la Communauté française, exerçant les missions prévues par le présent décret au bénéfice des établissements scolaires, des hautes écoles et des écoles supérieures des arts organisés par la Communauté française ;

2° centre psycho-médico-social : le centre organisé ou subventionné par la Communauté française, dont les missions sont définies à l'article 6 du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux ;

3° commission de la promotion de la santé à l'école : la commission visée aux articles 32 et 33 du présent décret ;

4° Conseil supérieur de la santé : le Conseil supérieur de la santé auprès du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement visé au Chapitre VI du Titre III de la loi-programme du 27 avril 2007 ;

5° Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux : le Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux institué par le décret du 15 février 2008 instituant un conseil supérieur et des conseils zonaux des centres psycho-médico-sociaux ;

6° élève : l'enfant ou le jeune scolarisé dans les établissements scolaires ;

7° élève primo-arrivant : élève qui réunit, au moment de son inscription dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française, toutes les conditions suivantes :

a) être âgé de 2 ans et demi au moins ;

b)

- soit avoir introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié ou s'être vu reconnaître la qualité de réfugié conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

- soit être mineur accompagnant une personne ayant introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié ou s'étant vu reconnaître la qualité de réfugié conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

- soit être ressortissant d'un pays bénéficiaire de l'aide au développement du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique figurant sur la liste au 1^{er} janvier 2012. Le Gouvernement peut ajouter, pour une période déterminée, d'autres pays à la liste des pays en voie de développement lorsqu'il estime que ces pays connaissent une situation de crise grave ;

- soit être reconnu comme apatride ;

c) être arrivé sur le territoire national depuis moins d'un an ;

8° enseignement supérieur hors universités : l'enseignement supérieur, en haute école et en école supérieure des arts, tel qu'organisé par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

9° établissements scolaires : les établissements d'enseignement fondamental, secondaire ou spécialisé ainsi que les centres d'éducation et de formation en alternance organisés ou subventionnés par la Communauté française ;

10° étudiant : la personne scolarisée dans les établissements d'enseignement supérieur hors universités ;

11° O.N.E. : l'Office de la Naissance et de l'Enfance, organisme d'intérêt public institué par le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. » ;

12° parents : les parents de l'élève mineur ou de l'étudiant mineur ainsi que la personne ou l'institution à qui la garde de l'élève mineur ou de l'étudiant mineur a été confiée par les parents eux-mêmes ou par une autorité publique ;

13° pouvoir organisateur : la personne morale de droit public ou de droit privé qui organise un service ;

14° promotion de la santé : le processus visant à permettre à l'individu et à la collectivité d'agir sur les facteurs déterminants de la santé et, ce faisant, d'améliorer celle-ci, en privilégiant l'engagement de la population dans une prise en charge collective et solidaire de la vie quotidienne, alliant choix personnel et responsabilité sociale. La promotion de la santé vise à améliorer le bien-être de la population en mobilisant de façon concertée l'ensemble des politiques publiques ;

15° prophylaxie : ensemble des mesures permettant d'éviter l'apparition, le développement et la propagation des maladies transmissibles, à l'exception de toute mesure de vaccination obligatoire ;

16° promotion de la santé à l'école : la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités, telle qu'elle est organisée par le présent décret au bénéfice des communautés scolaires ;

17° service : le service promotion de la santé à l'école agréé en vertu des dispositions du présent décret et exerçant les missions qui y sont prévues au bénéfice des établissements scolaires, des hautes écoles ou des écoles supérieures des arts subventionnés par la Communauté française ;

18° vaccination : toute vaccination recommandée par le programme de vaccination de la Communauté française.

Art. 2. La promotion de la santé à l'école consiste en :

1° le soutien et le développement de programmes de promotion de la santé et de promotion d'un environnement favorable à la santé dans le cadre des établissements scolaires, des hautes écoles et des écoles supérieures des arts, tels que visés aux articles 5, 6 et 7.

Cette mission comprend, pour les hautes écoles et les écoles supérieures des arts, des points-santé organisés suivant les modalités fixées par le Gouvernement ;

2° le suivi médical des élèves et des étudiants, qui comprend les bilans de santé individuels et les vaccinations, tels que précisés à l'article 7 ;

3° la prophylaxie et le dépistage des maladies transmissibles, tels que précisés à l'article 8 ;

4° l'établissement d'un recueil standardisé d'informations sanitaires, tel que précisé à l'article 9.

Les services et les centres Communauté française organisent leurs prestations de manière à réaliser l'ensemble des missions visées à l'alinéa 1^{er}.

La durée des prestations affectée aux actions visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, ne peut être inférieure à 70 %.

Art. 3. La promotion de la santé à l'école est gratuite et obligatoire dans tous les établissements scolaires, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Art. 4. § 1^{er}. Pour les établissements scolaires, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts organisés par la Communauté française, la promotion de la santé à l'école est exercée par les centres Communauté française.

Ces centres sont leur référent pour toutes les questions de santé qui concernent les élèves et les étudiants.

§ 2. Pour les établissements scolaires, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts subventionnés par la Communauté française, la promotion de la santé à l'école est exercée par les services agréés sur base des dispositions du présent décret.

Ces services sont leur référent pour toutes les questions de santé qui concernent les élèves et les étudiants si nécessaire en concertation avec les centres PMS, conformément à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Art. 5. § 1^{er}. Pour les établissements scolaires, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts organisés par la Communauté française, le centre Communauté française élabore au moins un projet de service pour l'ensemble des établissements relevant de son ressort d'activités.

Pour les établissements scolaires, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts subventionnés par la Communauté française, le service élabore au moins un projet de service pour l'ensemble des établissements avec lesquels il a conclu une convention conformément à l'article 25.

§ 2. Le projet de service visé au § 1^{er} définit la politique de promotion de la santé et les priorités que le centre Communauté française ou le service entend développer pour les établissements scolaires, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts. Il se base sur les besoins et les attentes identifiés pour la population concernée, ainsi que sur les priorités de santé publique établies par le Gouvernement.

§ 3. Le Gouvernement définit les modalités d'élaboration, de suivi et d'évaluation du projet de service. Il en définit aussi les modalités de communication notamment aux établissements scolaires, aux hautes écoles et aux écoles supérieures des arts ainsi qu'aux centres psycho-médico-sociaux ou à d'autres partenaires locaux.

§ 4. Dans le cadre de la concertation intersectorielle visée par le décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, les services et les centres Communauté française veillent à contribuer à la mise en place de programmes de promotion de la santé et de bien-être.

Art. 6. La promotion d'un environnement favorable à la santé nécessite, en collaboration avec l'établissement scolaire, des observations et des actions relatives aux installations en général, et plus particulièrement à ses classes, à ses réfectoires, à ses cours ou lieux de récréation et à ses installations sanitaires.

Les services transmettent leurs observations au pouvoir organisateur des établissements scolaires subventionnés ainsi qu'à leur direction ; les centres Communauté française transmettent leurs observations aux directions des établissements scolaires organisés par la Communauté française. Les services et les centres Communauté française transmettent également au conseiller en prévention concerné, visé à l'article 33 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail. La responsabilité du service ou du centre Communauté française est limitée à cette transmission.

L'O.N.E. détermine la grille des observations et les modalités de transmission des observations et les soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. 7. § 1^{er}. Les services ou les centres Communauté française organisent et effectuent les bilans obligatoires de santé individuels des élèves inscrits dans les établissements scolaires, selon les fréquences et les modalités fixées par le Gouvernement après avis de l'O.N.E.

Ces fréquences sont fixées à cinq bilans au minimum et huit au maximum durant l'ensemble de la scolarité.

§ 2. Un bilan de santé individuel est organisé pour chaque étudiant qui s'inscrit pour la première fois en enseignement supérieur dans les hautes écoles ou les écoles supérieures des arts, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

L'étudiant est convoqué personnellement par l'intermédiaire du secrétariat de la haute école ou de l'école supérieure des arts.

Ces dispositions ne s'appliquent pas à l'étudiant qui s'inscrit dans l'enseignement supérieur de plein exercice à horaire décalé.

§ 3. Le Gouvernement prévoit des modalités particulières permettant l'organisation de bilans de santé supplémentaires spécifiques pour des risques particuliers ou pour renforcer l'équité en santé.

§ 4. Sur base des recommandations du Conseil supérieur de la santé, le contrat de gestion de l'O.N.E. fixe le calendrier vaccinal et le choix des maladies pour lesquelles un vaccin sera mis gratuitement à disposition des vaccinateurs. Sur base de ces mêmes recommandations, l'O.N.E. soumet l'année scolaire ou l'âge auxquels ces vaccinations seront proposées à l'approbation du gouvernement. Les vaccinations seront réalisées à la demande des parents, des étudiants majeurs ou des élèves majeurs.

Les services et les centres Communauté française mettent en œuvre le programme de vaccination au bénéfice des élèves et des étudiants.

§ 5. Les bilans et les vaccinations prévus aux paragraphes précédents sont organisés dans les locaux visés à l'article 21.

§ 6. L'O.N.E. détermine les modalités selon lesquelles les données individuelles relatives à la santé des élèves ou des étudiants sont transmises aux services ou au personnel des centres Communauté française par les parents, par l'élève majeur ou par l'étudiant majeur et les soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. 8. La liste des maladies transmissibles impliquant la mise en œuvre de mesures de prophylaxie et de dépistage, pour éviter leur propagation dans le milieu scolaire ou étudiant est celle établie par la Commission communautaire commune sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et celle établie par la Région wallonne sur le territoire de la Région de langue française.

Dans les limites de ses compétences, et après avis de la Commission visée à l'article 32, l'O.N.E. peut soumettre l'ajout de maladies à ces deux listes à l'approbation du Gouvernement.

Les modalités de mise en œuvre de ces mesures sont déterminées par l'ONE qui les soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. 9. Un recueil standardisé d'informations sanitaires à caractère personnel doit être effectué par les services et les centres Communauté française. Il peut contenir des informations sociales telles que, notamment, le nom, le prénom, l'adresse, la situation familiale, les établissements scolaires fréquentés, les données médicales.

L'O.N.E. centralise l'ensemble de ces recueils de données et en assure lui-même le traitement dans le respect des dispositions légales.

Art. 10. Dans les limites des dispositions légales en vigueur, le Gouvernement fixe également les modalités de transfert des données individuelles de santé vers d'autres services de médecine préventive.

Art. 11. § 1^{er}. Les services exercent leurs missions en étroite collaboration avec les centres psycho-médico-sociaux compétents.

Les modalités de cette collaboration visent à rendre optimal l'échange réciproque d'informations en matière d'actions de prévention, de promotion de la santé, d'éducation à la santé et de suivi médical, psychologique et social des élèves.

§ 2. Dans leur mission de suivi médical des élèves ou des étudiants, les services et les centres Communauté française collaborent avec :

1° les parents, l'élève majeur ou l'étudiant majeur ;

2° les professionnels intervenant dans le cadre de la prise en charge individuelle de la santé des jeunes, et plus particulièrement le médecin généraliste ou le pédiatre.

§ 3. Dans l'accomplissement de leurs missions, les services ou les centres Communauté française organisent la collaboration avec les intervenants suivants :

1° les organismes locaux de promotion de la santé actifs auprès des enfants et des jeunes ;

2° les divers professionnels intervenant dans le domaine de l'information et l'éducation pour la santé.

Toutefois, les actions de ces intervenants en milieu scolaire ou étudiant doivent nécessairement résulter d'une concertation avec le service ou le centre Communauté française et avec le centre psycho-médico-social.

Ils collaborent également, le cas échéant :

a) avec les services spécialisés d'aide à l'enfance et à la jeunesse ;

b) avec les services de prévention et de protection du travail visés par la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;

c) avec les services organisés, agréés ou subventionnés par l'O.N.E.

Art. 12. Le Gouvernement fixe les modalités de coordination entre les différents services ou centres Communauté française travaillant dans différentes implantations d'un même établissement scolaire, d'une même haute école ou d'une même école supérieure des arts.

Art. 13. § 1^{er}. Toutes les mesures individuelles ou générales d'ordre prophylactique à l'égard des élèves ou des étudiants sont prises par un médecin du service ou du centre Communauté française. Le coordinateur médical visé à l'article 23 s'assure que le service ou le centre Communauté française est en mesure d'exercer cette mission.

Le médecin avertit de ses décisions la direction de l'établissement scolaire ou les autorités académiques de la haute école ou de l'école supérieure des arts.

Le médecin du centre Communauté française avertit également le directeur du centre Communauté française. Le médecin du service avertit également le coordinateur médical et le coordinateur général du service visés à l'article 23.

Les décisions du médecin s'imposent au pouvoir organisateur et au personnel de l'établissement scolaire, de la haute école ou de l'école supérieure des arts, aux élèves et aux étudiants ainsi qu'aux parents des élèves mineurs.

§ 2. Un recours non suspensif peut être introduit auprès du médecin désigné par l'O.N.E. parmi son personnel, contre toute décision qui interdit temporairement ou définitivement l'accès de l'établissement scolaire, de la haute école ou de l'école supérieure des arts à un élève ou à un étudiant, en raison du risque que présente son état de santé pour l'entourage.

Ce recours peut être introduit par le pouvoir organisateur de l'établissement scolaire, de la haute école ou de l'école supérieure des arts, par les parents, par l'élève majeur ou par l'étudiant majeur.

Art. 14. Les établissements scolaires, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts sont tenus de faire connaître aux parents, aux élèves majeurs ou aux étudiants majeurs, lors de leur inscription ou de leur demande d'inscription, le service ou le centre Communauté française auxquels sont confiées les missions de promotion de la santé à l'école, ainsi que l'existence des sanctions pénales visées à l'article 34, alinéa 1^{er}.

Art. 15. S'ils s'opposent au fait que le bilan de santé soit réalisé par ce service ou ce centre Communauté française, les parents, les élèves majeurs ou les étudiants majeurs sont tenus de faire procéder au bilan de santé individuel par un autre service agréé ou par un autre centre Communauté française dans un délai maximal de trois mois débutant le 1^{er} jour de l'année scolaire ou académique.

Art. 16. Le médecin du service ou du centre Communauté française qui a procédé au bilan de santé individuel communique les conclusions de cet examen :

1° aux parents, à l'élève majeur ou à l'étudiant majeur, dans des termes compréhensibles par ces derniers ;

2° au médecin généraliste ou spécialiste désigné par les parents, l'élève majeur ou l'étudiant majeur lorsqu'un suivi particulier est nécessaire ou lorsqu'ils en font la demande ; cette communication s'effectue par l'intermédiaire des parents, de l'élève majeur ou de l'étudiant majeur.

Art. 17. § 1^{er}. Au plus tard le 1^{er} novembre de chaque année, les établissements scolaires adressent au service ou au centre Communauté française concerné :

1° la liste des élèves inscrits dans l'établissement à la date du 1^{er} octobre ;

2° la liste des élèves soumis à l'obligation du bilan de santé individuel visé à l'article 7, § 1^{er}.

§ 2. Au plus tard le 30 janvier de chaque année, les établissements scolaires adressent au service ou au centre Communauté française concerné le nombre des élèves comptabilisés au 15 janvier.

§ 3. Au plus tard le 15 novembre de chaque année, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts adressent au service ou au centre Communauté française concerné :

1° la liste des étudiants comptabilisés au 1^{er} novembre ;

2° la liste des étudiants soumis à l'obligation du bilan de santé individuel visé à l'article 7, § 2.

§ 4. Au plus tard le 15 décembre de chaque année, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts adressent au service ou au centre Communauté française concerné le nombre des étudiants comptabilisés au 1^{er} décembre.

Art. 18. L'O.N.E. accompagne et soutient les services et les centres Communauté française dans l'accomplissement de leurs missions en ce compris la formation du personnel.

Art. 19. § 1^{er}. Les services et les centres Communauté française doivent assurer les fonctions médicale, infirmière et administrative.

§ 2. Le personnel médical et infirmier des services et des centres Communauté française doit répondre aux conditions de qualification suivantes :

1° médecin : être titulaire d'un diplôme de médecin complété par un master de spécialisation dans le domaine des sciences médicales et soit d'un certificat universitaire de médecine scolaire, soit d'un master en santé publique, ou de titres antérieurs correspondants ;

2° infirmier : être titulaire du diplôme de Bachelier en soins infirmiers ou d'un titre antérieur correspondant ;

§ 3. Par dérogation au § 2, 1° :

1° le titulaire d'un diplôme de médecin complété par un master de spécialisation dans le domaine des sciences médicales qui n'est ni porteur du certificat universitaire en médecine scolaire, ni d'un master en santé publique peut exercer des fonctions médicales au sein d'un service ou d'un centre Communauté française à condition d'avoir suivi, préalablement à son entrée en fonction dans un service, un stage formatif court et de s'engager à suivre le certificat universitaire de médecine scolaire ou le master de santé publique. Les modalités du stage formatif sont déterminées par l'O.N.E. et soumises à l'approbation du Gouvernement.

A défaut d'avoir obtenu le titre qui leur fait défaut endéans les trois ans de l'entrée en fonction, il ne peut plus exercer au sein d'un service ;

2° le titulaire d'un diplôme de médecin en cours de formation pour l'obtention d'un master de spécialisation dans le domaine des sciences médicales peut exercer des fonctions médicales au sein d'un service ou d'un centre Communauté française moyennant le respect des mêmes conditions que celles visées au 1°, ainsi que de la législation propre aux médecins en cours de formation pour l'obtention d'un master de spécialisation dans le domaine des sciences médicales.

§ 4. Tous les membres du personnel doivent disposer d'un extrait de Casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 2, du Code d'Instruction Criminelle et datant de moins de six mois au moment où ils débutent leur activité ; cet extrait doit être renouvelé tous les cinq ans, ainsi que sur simple demande de l'O.N.E. ou de l'Administration générale ayant les centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française dans ses attributions.

CHAPITRE II. — Conditions, procédure et modalités d'agrément et de subventions

Art. 20. Le service doit être organisé par une personne morale de droit public ou de droit privé, ne poursuivant aucun but lucratif.

Art. 21. Le service doit disposer de locaux permettant l'organisation des bilans de santé et des vaccinations visés à l'article 7, répondant aux conditions fixées par le Gouvernement.

Celui-ci, après avis de l'O.N.E., fixe des conditions spécifiques adaptées aux activités pour les éventuels locaux situés à l'intérieur des établissements scolaires, des hautes écoles ou des écoles supérieures des arts que le service pourrait utiliser, en tenant compte des activités réalisées.

Art. 22. § 1^{er}. Sans préjudice des conditions de diplôme visées à l'article 19, le personnel du service doit comprendre au minimum un équivalent mi-temps de personnel médical et un équivalent temps plein de personnel infirmier.

La durée minimale des prestations d'au moins un membre du personnel médical est de quarante heures par mois pendant les périodes scolaires, avec un minimum de trois cent soixante heures par an. La durée minimale des prestations des autres membres du personnel médical est au minimum de cent quatre-vingts heures par an, sauf dérogation accordée par l'O.N.E., sur base d'une demande dûment motivée introduite par le service.

Le Gouvernement peut fixer des normes minimales d'encadrement.

§ 2. Le personnel administratif doit être titulaire du certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou d'un titre antérieur correspondant.

Art. 23. Le pouvoir organisateur désigne la personne chargée de la coordination générale du service.

Il désigne également un médecin comme coordinateur médical. Celui-ci est chargé par le pouvoir organisateur de fixer au minimum les modalités de la mise en œuvre des bilans de santé, de la prophylaxie, des vaccinations et des visites des établissements scolaires, tels qu'ils sont définis par le présent décret. Il est également le référent en matière de santé pour les programmes de promotion de la santé.

Les fonctions de coordinateur général et de coordinateur médical peuvent être exercées par la même personne.

Art. 24. Les membres du personnel salarié ou indépendant doivent suivre une formation continuée.

Les objectifs de la formation continuée visent le développement des compétences nécessaires à l'exercice de la profession, des missions de services et de l'évolution de ces missions.

Art. 25. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur de chaque établissement scolaire, haute école ou école supérieure des arts qui a choisi un service pour exercer les missions visées à l'article 2 doit établir avec le pouvoir organisateur de celui-ci une convention prévoyant les moyens et la manière de mettre en œuvre ces missions. L'O.N.E. détermine le modèle de cette convention et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

La durée de celle-ci est limitée à la durée de l'agrément. La convention prend fin en cas de fermeture d'un établissement ou d'une implantation.

En cas d'ouverture d'un établissement, une nouvelle convention est signée prenant cours le jour de sa signature pour se terminer au terme de la durée d'agrément du service.

En cas d'ouverture d'une implantation, un avenant à la convention initiale est signé prenant cours le jour de sa signature pour se terminer au terme de la durée d'agrément du service.

Lorsqu'un établissement scolaire, une haute école ou une école supérieure des arts disposent d'implantations différentes, il peut passer plusieurs conventions avec plusieurs services.

§ 2. La convention visée au § 1^{er} contient au minimum les éléments suivants :

- 1° le lieu où se dérouleront les bilans de santé ;
- 2° les modalités d'organisation du transport vers le lieu visé au 1° ;
- 3° la composition du service ;
- 4° les modalités de transmission des informations.

Le projet de service est annexé à la convention dès réception de son approbation par l'O.N.E.

Art. 26. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi d'agrément ainsi que de retrait d'agrément en cas de non-respect des obligations du présent décret ou des dispositions prises en vertu de celui-ci.

§ 2. Les procédures d'octroi d'agrément prévoient, au moins :

- 1° les modalités d'introduction de la demande d'octroi d'agrément ;
- 2° les modalités de forme et de délai selon lesquelles doivent être prises les décisions d'octroi, de refus ou de retrait d'agrément ;
- 3° les modalités de recours contre les décisions de refus ou de retrait d'agrément et la possibilité pour le pouvoir organisateur du service d'être entendu lors de ce recours ;
- 4° la durée des agréments.

§ 3. L'O.N.E. est en charge de l'octroi des agréments.

Art. 27. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, les services bénéficient d'une subvention globale, calculée sur base :

1° d'une subvention forfaitaire par élève comptabilisé au 15 janvier dans les établissements scolaires avec lesquels ils ont conclu une convention, conformément à l'article 25 ;

2° d'une subvention forfaitaire par étudiant comptabilisé au 1^{er} décembre dans les hautes écoles ou les écoles supérieures des arts avec lesquels ils ont conclu une convention, conformément à l'article 25.

Les subventions forfaitaires visées à l'alinéa précédent sont fixées par le Gouvernement après avis de l'O.N.E.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, un forfait social est attribué aux services, en complément de la subvention visée au § 1^{er}, par élève dont le lieu de résidence est classé dans un secteur statistique donnant droit à l'attribution de ce forfait.

Sur base de l'indice socio-économique moyen visé à l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, après avis de l'O.N.E., le Gouvernement fixe le seuil déterminant les secteurs statistiques à prendre en compte pour l'attribution du forfait social.

Après avis de l'O.N.E., le Gouvernement fixe les montants du forfait social visé aux alinéas 1^{er} et 2. Ce forfait doit représenter 25 % au moins et 50 % au plus de la subvention forfaitaire visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Quel que soit leur lieu de résidence, les élèves primo-arrivants bénéficient automatiquement du forfait social.

§ 3. Après avis de l'O.N.E., le Gouvernement fixe un complément de subvention forfaitaire dans la limite des crédits budgétaires disponibles pour les élèves inscrits dans l'enseignement spécialisé.

§ 4. Le service bénéficie également dans la limite des crédits budgétaires disponibles d'une subvention octroyée par élève pour l'ensemble des frais de transport résultant soit du déplacement du personnel des services, soit du déplacement des élèves fréquentant les établissements scolaires.

Après avis de l'O.N.E., le Gouvernement fixe le montant de cette subvention, en fonction de la densité de population du lieu de situation de l'établissement scolaire.

§ 5. Le Gouvernement fixe les modalités de suspension ou de suppression des subventions, de recours contre ces décisions et la possibilité pour le pouvoir organisateur du service d'être entendu lors de ce recours.

§ 6. L'indexation des subventions visées au présent article est effectuée selon le rapport de l'indice des prix à la consommation de septembre de l'année en cours avec celui de septembre de l'année précédente.

Art. 28. Les subventions visées à l'article 27 servent à couvrir l'ensemble des frais de personnel, d'équipement, de fonctionnement et de transport nécessaires au service pour accomplir ses missions.

Art. 29. § 1^{er}. Le Gouvernement, après avis de l'O.N.E., fixe les modalités de liquidation et de justification des subventions. Moyennant l'accord du Gouvernement, l'O.N.E. peut utiliser les données relatives à l'emploi provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat Général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française.

§ 2. En cas de non-respect des obligations du présent décret ou des dispositions prises en vertu de celui-ci, l'O.N.E. peut décider de suspendre ou de supprimer des subventions conformément aux modalités arrêtées par le Gouvernement en vertu de l'article 27, § 5.

CHAPITRE III. — *Le contrôle et l'accompagnement*

Art. 30. Les agents de l'O.N.E. désignés à cet effet ont pour missions :

1° de veiller à ce que les établissements scolaires, les hautes écoles, les écoles supérieures des arts, les services, les parents, les élèves majeurs, les étudiants majeurs ainsi que les membres du personnel des services et des centres Communauté française remplissent toutes les obligations qui leur incombent en vertu du présent décret ou des dispositions prises en vertu de celui-ci et, le cas échéant, de constater les manquements ou les infractions aux dispositions du présent décret ou à celles prises en vertu de celui-ci ;

2° de provoquer, s'il y a lieu, un examen prophylactique des élèves ou des étudiants, selon les modalités visées à l'article 8, alinéa 3 ;

3° d'accompagner et de soutenir les services et les centres Communauté française dans l'accomplissement de leurs missions.

Art. 31. Chaque année, les services et les centres Communauté française envoient à l'O.N.E. un rapport annuel, ce dernier sert de base au contrôle des missions effectuées par les services et les centres Communauté française mais également au pilotage et au suivi de l'ensemble du secteur promotion de la santé à l'école par l'O.N.E.. L'O.N.E. détermine le modèle et le contenu du rapport annuel et les soumet à l'approbation du Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *La commission de la promotion de la santé à l'école*

Art. 32. § 1^{er}. Une commission promotion de la santé à l'école est instituée.

Elle a pour missions :

1° de donner au Gouvernement un avis sur tout projet de décret, d'arrêté, de texte à portée générale relatif à la promotion de la santé à l'école ou sur les modalités de leur mise en œuvre ;

2° de donner au Gouvernement ou à l'O.N.E., soit d'initiative, soit à leur demande, des avis sur toute question concernant la promotion de la santé à l'école ;

3° de faire rapport chaque année, avant le 31 mars, au Parlement, au Gouvernement et à l'O.N.E. sur son action au cours de l'année écoulée.

§ 2. Il est constitué, au sein de la commission promotion de la santé à l'école, un bureau chargé de la coordination des travaux.

Le bureau prépare les réunions de la commission, dresse l'ordre du jour et veille à la transmission des avis et du rapport visés au § 1^{er}.

Il se compose du président, du vice-président et de deux membres, choisis par la commission.

§ 3. Sauf urgence, les avis de la commission promotion de la santé à l'école demandés par le Gouvernement ou l'O.N.E. doivent être transmis dans un délai ne dépassant pas quarante jours calendrier.

Ce délai prend cours à la réception de la demande d'avis par le secrétariat de la commission.

Passé ce délai, les avis ne sont plus requis pour qu'une décision puisse être prise valablement par le Gouvernement ou l'O.N.E.

§ 4. La commission promotion de la santé à l'école ne peut émettre valablement d'avis qu'à la condition que la moitié au moins des membres soit présente.

Si le quorum n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois, au plus tard dans les quinze jours qui suivent. Si le quorum n'est à nouveau pas atteint lors de cette séance, la commission promotion de la santé à l'école siège valablement, quel que soit le nombre de présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

§ 5. La commission promotion de la santé à l'école arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement, sur avis de l'O.N.E.

Art. 33. § 1^{er}. La commission promotion de la santé à l'école est composée selon les dispositions arrêtées par le Gouvernement de représentant(s) :

1° des fédérations ou associations de pouvoirs organisateurs des services ;

2° des médecins travaillant dans la promotion de la santé à l'école ;

3° du personnel infirmier travaillant dans la promotion de la santé à l'école ;

4° du conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux ;

5° de l'enseignement organisé par la Communauté française ;

6° des fédérations de pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné par la Communauté française ;

7° des fédérations d'associations de parents ;

8° des organismes de promotion de la santé actifs auprès des enfants et des jeunes ;

9° des organes consultatifs mis en place dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et dans la région de langue française pour les matières de promotion de la santé. La participation de ces organes est facultative.

Les membres de la commission promotion de la santé à l'école sont nommés par le Gouvernement pour une période de cinq ans renouvelable.

§ 2. Le Gouvernement désigne le Président et le Vice-président de la commission promotion de la santé à l'école parmi les membres effectifs. Ces mandats sont incompatibles avec la qualité de fonctionnaire de la Communauté française ou de l'un de ses organismes d'intérêt public.

§ 3. Le Gouvernement nomme également, pour chaque membre effectif, un membre suppléant représentant la même catégorie de membres.

Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

§ 4. En cas de décès ou de démission d'un membre, son remplaçant est nommé par le Gouvernement, pour achever le mandat de son prédécesseur.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire.

Sur proposition de la Commission promotion de la santé à l'école, tout membre effectif ainsi que son suppléant comptant ensemble moins de 50 % de présence durant une période couvrant au moins douze mois consécutifs, peuvent être remplacés par le Gouvernement.

§ 5. En plus des membres visés au § 1^{er}, le ministre ayant la promotion de la santé à l'école dans ses attributions ainsi que le ou les ministres compétents pour l'enseignement fondamental, secondaire ou spécialisé et les centres de formation et d'éducation en alternance, sont représentés au sein de la commission promotion de la santé à l'école par les personnes qu'ils désignent. Celles-ci disposent d'une voix consultative.

L'O.N.E. et la Direction générale ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions sont également représentés, avec voix consultative, par les membres de leur personnel qu'ils désignent.

§ 6. Le secrétariat de la commission promotion de la santé à l'école est assuré par l'O.N.E.

§ 7. Pour l'accomplissement de ses missions, la commission promotion de la santé à l'école peut inviter des experts dans les matières qu'elle traite.

§ 8. Le Gouvernement fixe les jetons de présence et les indemnités de déplacement des membres de la commission promotion de la santé à l'école.

§ 9. Lorsqu'un avis est mis à l'ordre du jour de la commission promotion de la santé à l'école concernant la promotion de la santé dans les hautes écoles ou les écoles supérieures des arts, sont représentés à cette séance le ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions, avec voix consultative, le service général ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions, avec voix consultative, et deux représentants des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire, avec voix délibérative.

CHAPITRE V. — *Dispositions pénales*

Art. 34. Sont punis d'une amende de vingt-six à deux cents euros et d'un emprisonnement de huit jours à six mois ou d'une de ces peines seulement, les parents, l'élève majeur ou l'étudiant majeur qui ne se conforment pas aux prescriptions de l'article 15.

Sont punis d'une amende de vingt-six à deux cents euros et d'un emprisonnement de huit jours à six mois ou d'une de ces peines seulement, le directeur d'un établissement scolaire, le directeur-président d'une haute école ou le directeur d'une école supérieure des arts qui ne se conforme pas aux décisions prises en vertu des articles 2, alinéa 1^{er}, 3^o, et 13 en matière de prophylaxie générale.

Art. 35. Toutes les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal, sans exception de son chapitre VII, ni de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent décret ainsi qu'aux infractions aux dispositions d'exécution prises en vertu de celui-ci.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 36. Sont abrogés :

1^o le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école ;

2^o le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités.

Art. 37. Les arrêtés pris en exécution du décret du 20 décembre 2001 relatif à la santé à l'école ou du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités restent d'application tant qu'ils n'ont pas été abrogés ou qu'ils ne contreviennent pas aux dispositions du présent décret.

Art. 38. Les agréments en cours octroyés en vertu du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école ou du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités sont réputés avoir été octroyés en vertu du présent décret. Il est mis un terme à ces agréments conformément aux modalités fixées en application du présent décret.

Art. 39. Les agréments et les projets de service qui viennent à échéance en 2020 sont prolongés de deux ans.

Art. 40. Pour l'application des articles 19 et 22, sont considérés comme possédant la qualification exigée les membres du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, exerçaient effectivement la fonction pour laquelle la qualification est exigée, en vertu des dispositions légales et réglementaires antérieures.

Pour l'application de l'article 19, § 2, 1^o, et 22, § 1^{er}, sont considérés comme possédant la qualification exigée les membres du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, exerçaient la fonction de médecin dans un service ou un centre Communauté française et sont titulaires d'un master en médecine complété par un certificat universitaire en médecine scolaire, par un master en santé publique ou par un titre antérieur correspondant au master en santé publique.

Art. 41. Dans toutes les lois, décrets ou arrêtés concernés dont la réglementation relative aux centres psycho-médico-sociaux, la référence à la loi du 21 mars 1964 sur l'inspection médicale scolaire, au décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école ou au décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités est remplacée par la référence au présent décret.

Art. 42. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—
Note

(1) *Session 2018-2019*

Documents du Parlement :

- Projet de décret, n° 761-1.

- Amendements en commission, n° 761-2

- Rapport de commission, n° 761-3.

- Amendements en séance, n° 761-4.

- Texte adopté en séance plénière, n° 761-5

Compte-rendu intégral : - Discussion et adoption. Séance du 13 mars 2019.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/11882]

14 MAART 2019. — Decreet betreffende de bevordering van de gezondheid op scholen en in het hoger onderwijs buiten de universiteiten

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en opdrachten*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° Centrum voor de Franse Gemeenschap: het door de Franse Gemeenschap georganiseerde psycho- medisch- sociale centrum dat de opdrachten uitvoert waarin dit decreet voorziet ten behoeve van schoolinrichtingen, hogescholen en hogere kunstscholen van de Franse Gemeenschap;

2° psycho-medisch-sociaal centrum: het centrum dat wordt georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en waarvan de opdrachten zijn omschreven in artikel 6 van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho- medisch- sociale centra;

3° commissie voor gezondheidspromotie op school: de commissie als bedoeld in de artikelen 32 en 33 van dit decreet;

4° Hoge Gezondheidsraad: de Hoge Gezondheidsraad binnen de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu bedoeld in hoofdstuk VI van titel III van de programmawet van 27 april 2007;

5° Hogere Raad van Psycho-medisch- sociale centra: de Hogere Raad van Psycho- medisch- sociale centra opgericht bij decreet van 15 februari 2008 tot oprichting van een Hogere Raad en zonale raden van psycho- medisch- sociale centra;

6° leerling: het kind of de jongere dat/ die naar school gaat;

7° nieuwkomende student: een student die op het moment van inschrijving in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school voldoet aan alle volgende voorwaarden:

a) ten minste 2,5 jaar oud zijn;

b)

- hetzij een aanvraag om erkenning als vluchteling hebben ingediend, hetzij als vluchteling zijn erkend overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

- hetzij een begeleidende minderjarige zijn van een persoon die om erkenning als vluchteling heeft verzocht of als vluchteling is erkend overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

- onderdaan zijn van een land dat ontwikkelingshulp ontvangt van de Commissie voor Ontwikkelingsbijstand van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling, die op 1 januari 2012 op de lijst is geplaatst. De Regering kan gedurende een bepaalde periode andere landen aan de lijst van ontwikkelingslanden toevoegen wanneer zij van mening is dat deze landen zich in een ernstige crisissituatie bevinden;

- erkend zijn als staatloos;

c) minder dan een jaar op het nationale grondgebied zijn geweest;

8° hoger onderwijs buiten de universiteiten: hoger onderwijs, in hogescholen en in de hogere kunstscholen, zoals georganiseerd door het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

9° onderwijsinstellingen: instellingen voor basis-, secundair of gespecialiseerd onderwijs alsook de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde centra voor alternerend onderwijs en opleiding;

10° student: de schoollopend persoon die een instelling voor hoger onderwijs buiten de universiteit bezoekt;

11° O.N.E.: de « Office de la Naissance et de l'Enfance », een instelling van openbaar nut opgericht bij het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. »;

12° ouders: de ouders van de minderjarige leerling of minderjarige student evenals de persoon of instelling waaraan de zorg voor de minderjarige leerling of minderjarige student door de ouders zelf of door een overheidsinstantie is toevertrouwd;

13° inrichtende macht: de publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon die een dienst organiseert;

14° gezondheidspromotie: het proces om het individu en de gemeenschap in staat te stellen in te spelen op de determinanten van gezondheid en zo de gezondheid te verbeteren door voorrang te geven aan de betrokkenheid van de bevolking bij de collectieve en ondersteunende zorg voor het dagelijks leven, waarbij persoonlijke keuze en sociale verantwoordelijkheid worden gecombineerd. Gezondheidspromotie heeft tot doel het welzijn van de bevolking te verbeteren door al het overheidsbeleid op een geïntegreerde manier te mobiliseren;

15° profylaxe: alle maatregelen om het ontstaan, de ontwikkeling en de verspreiding van overdraagbare ziekten te voorkomen, met uitzondering van verplichte vaccinatiemaatregelen;

16° gezondheidspromotie op school: gezondheidspromotie op school en in het hoger onderwijs buiten de universiteiten, zoals georganiseerd door dit decreet ten voordele van de schoolgemeenschappen;

17° dienst: de schoolgezondheidspromotiedienst die is erkend in het kader van de bepalingen van dit decreet en die de daarin voorziene opdrachten uitvoert ten voordele van door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijsinstellingen, hogescholen en hogere kunstscholen;

18° vaccinatie: elke vaccinatie die in het kader van het vaccinatieprogramma van de Franse Gemeenschap wordt aanbevolen.

Art. 2. Gezondheidspromotie in scholen bestaat uit:

1° de ondersteuning en ontwikkeling van programma's voor gezondheidspromotie en de bevordering van een voor de gezondheid bevorderlijk klimaat in schoolinrichtingen, hogescholen en hogere kunstscholen, als bedoeld in de artikelen 5, 6 en 7.

Deze opdracht omvat, voor hogescholen en hogere kunstscholen, gezondheidspunten georganiseerd volgens de door de overheid vastgestelde procedures;

2° de medische follow-up van leerlingen en studenten, met inbegrip van individuele gezondheidsbeoordelingen en vaccinaties, zoals gespecificeerd in artikel 7;

3° de profylaxe en screening van overdraagbare ziekten, zoals gespecificeerd in artikel 8;

4° het opzetten van een gestandaardiseerde verzameling van gezondheidsinformatie, zoals gespecificeerd in artikel 9.

De diensten en centra van de Franse Gemeenschap organiseren hun diensten zodanig dat zij alle in het eerste lid bedoelde opdrachten verwezenlijken.

De duur van de prestaties voor de in lid 1, 2°, bedoelde acties mag niet korter zijn dan 70%.

Art. 3. De gezondheidspromotie in scholen is kosteloos en verplicht in alle schoolinrichtingen, hogescholen en hogere kunstscholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd.

Art. 4. § 1. Voor schoolinrichtingen, hogescholen en hogere kunstscholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd, wordt de gezondheidspromotie in de scholen uitgeoefend door de Centra voor de Franse Gemeenschap.

Deze centra zijn hun aanspreekpunt voor alle gezondheidsvraagstukken van leerlingen en studenten.

§ 2. Voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde schoolinrichtingen, hogescholen en hogere kunstscholen wordt de gezondheidspromotie in scholen uitgevoerd door de erkende diensten op basis van de bepalingen van dit decreet.

Deze diensten zijn hun aanspreekpunt voor alle gezondheidsvraagstukken met betrekking tot leerlingen en studenten, zo nodig in overleg met de PMS-centra, overeenkomstig artikel 11, §1, eerste lid.

Art. 5. § 1. Voor schoolinrichtingen, hogescholen en hogere kunstscholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd, stelt het Centrum voor de Franse Gemeenschap ten minste één dienstproject op voor alle instellingen die onder zijn verantwoordelijkheid vallen.

Voor schoolinrichtingen, hogescholen en hogere kunstscholen die door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd, stelt de dienst ten minste één dienstproject op voor alle instellingen waarmee het overeenkomstig artikel 25 een overeenkomst heeft gesloten.

§ 2. Het in § 1 bedoelde dienstproject bepaalt het gezondheidspromotiebeleid en de prioriteiten die het Centrum of de dienst van de Franse Gemeenschap wil ontwikkelen voor schoolinrichtingen, hogescholen en hogere kunstscholen. Het is gebaseerd op de behoeften en verwachtingen van de betrokken bevolking en op de door de Regering vastgestelde prioriteiten op het gebied van de volksgezondheid.

§ 3. De Regering stelt de nadere regels voor de ontwikkeling, monitoring en evaluatie van het dienstproject vast. Ze definieert ook de communicatiemethoden, inzonderheid naar schoolinrichtingen, hogescholen en hogere kunstscholen, alsook naar psycho-medisch-sociale centra of andere lokale partners.

§ 4. in het kader van het intersectoraal overleg bedoeld in het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, zorgen de diensten en centra van de Franse Gemeenschap ervoor dat zij bijdragen tot de uitvoering van programma's ter bevordering van gezondheid en welzijn.

Art. 6. De bevordering van een gezonde omgeving vereist, in samenwerking met de schoolinrichting, waarnemingen en acties met betrekking tot de voorzieningen in het algemeen, en meer in het bijzonder tot de klaslokalen, refters, speelplaatsen en sanitaire voorzieningen.

De diensten geven hun opmerkingen door aan de inrichtende macht van de gesubsidieerde schoolinrichtingen en aan de directie ervan; de centra voor de Franse Gemeenschap geven hun opmerkingen door aan de directeuren van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde schoolinrichtingen. De diensten en centra van de Franse Gemeenschap stellen de bevoegde preventieadviseur, bedoeld in artikel 33 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, eveneens in kennis van deze gegevens. De verantwoordelijkheid van de dienst of het centrum van de Franse Gemeenschap is beperkt tot deze verzending.

O.N.E. stelt het waarnemingenrooster en de procedures voor het doorgeven van waarnemingen vast en legt deze ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 7. § 1. De diensten of centra van de Franse Gemeenschap organiseren en verrichten de verplichte individuele gezondheidsevaluaties van de ingeschreven leerlingen in schoolinrichtingen volgens de frequenties en procedures die de Regering na raadpleging van O.N.E. heeft vastgesteld.

Deze frequenties zijn vastgesteld op minimaal vijf beoordelingen en maximaal acht gedurende de gehele scholarisatie.

§ 2. Voor elke student die zich voor het eerst inschrijft voor het hoger onderwijs in hogeschoolinstellingen of hogere kunstscholen wordt een individuele gezondheidscontrole georganiseerd volgens de door de Regering vastgestelde procedures.

De student wordt persoonlijk uitgenodigd via het secretariaat van de hogeschool of de hogere kunstschool.

Deze bepalingen zijn niet van toepassing op studenten die zich inschrijven voor een hoger onderwijs met volledig leerplan met een verschoven uurregeling.

§ 3. De Regering voorziet in bijzondere regelingen om de organisatie van aanvullende specifieke gezondheidscontroles op bijzondere risico's mogelijk te maken of om de rechtvaardigheid op gezondheidsgebied te verstevigen.

§ 4. Op basis van de aanbevelingen van de Hoge Raad van Gezondheid bepaalt de beheersovereenkomst van O.N.E. het vaccinatieschema en de keuze van de ziekten waarvoor een vaccin kosteloos ter beschikking van de vaccinerende arts wordt gesteld. Op basis van dezelfde aanbevelingen legt O.N.E. het schooljaar of de leeftijd waarop deze vaccinaties ter goedkeuring aan de Regering worden voorgelegd. Vaccinaties worden uitgevoerd op verzoek van ouders, volwassen studenten of volwassen leerlingen.

De diensten en centra van de Franse Gemeenschap voeren het vaccinatieprogramma uit ten behoeve van leerlingen en studenten.

§ 5. De in de voorgaande leden bedoelde beoordelingen en vaccinaties vinden plaats in de in artikel 21 bedoelde ruimten.

§ 6. O.N.E. bepaalt op welke wijze de individuele gegevens met betrekking tot de gezondheid van leerlingen of studenten door de ouders, de volwassen leerling of de volwassen student aan de diensten of het personeel van de Franse Gemeenschapscentra worden doorgegeven en legt ze ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 8. De lijst van overdraagbare ziekten met betrekking tot de uitvoering van preventieve en screeningsmaatregelen om de verspreiding ervan in scholen of studenten te voorkomen, is die van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die van het Waalse Gewest op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Binnen de grenzen van zijn bevoegdheden en na raadpleging van de in artikel 32 bedoelde Commissie kan O.N.E. de toevoeging van ziekten aan deze twee lijsten ter goedkeuring aan de Regering voorleggen.

De nadere regels voor de uitvoering van deze maatregelen worden vastgesteld door O.N.E., die ze ter goedkeuring voorleggen aan de Regering.

Art. 9. Een gestandaardiseerde verzameling van persoonlijke gezondheidsinformatie moet worden uitgevoerd door de diensten en centra van de Franse Gemeenschap. Ze kan sociale informatie bevatten, zoals inzonderheid naam, voornaam, adres, gezinssituatie, bezochte schoolinrichtingen, medische gegevens.

O.N.E. centraliseert al deze gegevensverzamelingen en verwerkt ze zelf in overeenstemming met de wettelijke bepalingen.

Art. 10. Binnen de grenzen van de geldende wettelijke bepalingen bepaalt de Regering ook de procedures voor de overdracht van individuele gezondheidsgegevens naar andere diensten voor preventieve geneeskunde.

Art. 11. § 1. De diensten voeren hun opdrachten uit in nauwe samenwerking met de bevoegde psycho-medisch-sociale centra.

De nadere regels van deze samenwerking hebben tot doel de wederzijdse uitwisseling van informatie over preventie, gezondheidspromotie, gezondheidsvoorlichting en medische, psychologische en sociale opvolging van studenten te optimaliseren.

§ 2. voor de medische opvolging van leerlingen of studenten werken de diensten en centra van de Franse Gemeenschap samen met:

1 ° ouders, volwassen leerlingen of volwassen studenten;

2 ° beroepsbeoefenaren die betrokken zijn bij het individuele beheer van de gezondheid van jongeren, en meer inzonderheid de huisarts of kinderarts.

§3. Bij de uitvoering van hun opdrachten organiseren de diensten of centra van de Franse

Gemeenschap de samenwerking met de volgende belanghebbenden:

1° lokale gezondheidspromotie-organisaties die actief zijn met kinderen en jongeren;

2° de verschillende beroepsbeoefenaren die betrokken zijn bij gezondheidsvoorlichting en - opvoeding.

De acties van deze belanghebbenden in de school- of studentenomgeving moeten echter noodzakelijkerwijs het resultaat zijn van overleg met de dienst of het centrum van de Franse Gemeenschap en met het psycho-medisch-medisch-sociaal centrum.

Zij werken ook samen, waar nodig:

a) met gespecialiseerde kinder- en jeugddiensten;

b) met de diensten voor preventie en veiligheid op het werk als bedoeld in de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

c) met door O.N.E. georganiseerde, erkende of gesubsidieerde diensten.

Art. 12. De Regering bepaalt de wijze van coördinatie tussen de verschillende diensten of centra van de Franse Gemeenschap die werkzaam zijn op verschillende plaatsen binnen dezelfde school, hogeschool of hogere kunstschool.

Art. 13. § 1. Alle individuele of algemene profylactische maatregelen ten aanzien van leerlingen of studenten worden genomen door een arts van de dienst of het centrum van de Franse Gemeenschap. De in artikel 23 bedoelde medische coördinator zorgt ervoor dat de dienst of het centrum van de Franse Gemeenschap deze opdracht kan uitvoeren.

De arts informeert het schoolbestuur of de academische overheden van de hogeschool of de hogere kunstschool van zijn of haar beslissingen.

De arts van het Centrum voor de Franse Gemeenschap stelt ook de directeur van het Centrum voor de Franse Gemeenschap op de hoogte. De dienst stelt ook de medisch coördinator en de algemeen coördinator van de in artikel 23 bedoelde dienst in kennis.

De beslissingen van de arts zijn bindend voor de inrichtende macht en voor het personeel van de school, hogeschool of hogere kunstschool, voor leerlingen en studenten en voor de ouders van minderjarige leerlingen.

§ 2. Tegen elke beslissing die de toegang van een leerling of student tot de school, hogeschool of hogere kunstschool tijdelijk of definitief verbiedt wegens het risico dat zijn gezondheidstoestand meebrengt voor zijn omgeving, kan bij de door O.N.E. aangestelde arts beroep worden ingesteld.

Dit beroep kan worden ingesteld door de inrichtende macht van de schoolinrichting, hogeschool of hogere kunstschool, door de ouders, door de volwassen leerling of door de volwassen student.

Art. 14. Schoolinrichtingen, hogescholen en hogere kunstschole zijn verplicht om ouders, volwassen leerlingen of volwassen studenten bij hun inschrijving of aanmelding in te lichten over de dienst of het centrum van de Franse Gemeenschap waaraan de gezondheidspromotie in scholen is toevertrouwd, alsmede over het bestaan van de in artikel 34, lid 1, bedoelde strafrechtelijke sancties.

Art. 15. Indien zij bezwaar maken tegen de uitvoering van de gezondheidscontrole door deze dienst of dit centrum, zijn ouders, volwassen leerlingen of volwassen studenten verplicht de individuele gezondheidscontrole te laten uitvoeren door een andere erkende dienst of een ander centrum van de Franse Gemeenschap binnen een periode van maximaal drie maanden vanaf de eerste dag van het school- of academiejaar.

Art. 16. De arts van de dienst of het centrum van de Franse Gemeenschap die de individuele gezondheidscontrole heeft uitgevoerd, deelt de conclusies van dit onderzoek mee:

1 ° aan ouders, volwassen leerlingen of volwassen studenten, in termen die zij kunnen begrijpen;

2 ° aan de huisarts of de door de ouders, de volwassen leerling of de volwassen student aangewezen specialist wanneer een speciale follow-up nodig is of wanneer zij daarom verzoeken; deze communicatie verloopt via de ouders, de volwassen leerling of de volwassen student.

Art. 17. § 1. Uiterlijk op 1 november van elk jaar verstrekken de scholen de betrokken dienst of het betrokken centrum de volgende informatie

1 ° de lijst van de studenten die op 1 oktober bij de school zijn ingeschreven;

2 ° de lijst van de leerlingen die onderworpen zijn aan de in artikel 7, § 1 bedoelde individuele gezondheidscontrole.

§ 2. Uiterlijk op 30 januari van elk jaar sturen de scholen het aantal leerlingen, geteld op 15 januari van elk jaar, naar de bevoegde dienst of het bevoegde centrum van de Franse Gemeenschap.

§ 3. Uiterlijk op 15 november van elk jaar zenden de hogescholen en hogere kunstschole de bedoelde dienst of het centrum van de Franse Gemeenschap toe:

1 ° de lijst van studenten geteld op 1 november;

2 ° de lijst van studenten die onderworpen zijn aan de verplichting tot individuele gezondheidscontrole bedoeld in artikel 7, § 2.

§ 4. Uiterlijk op 15 december van elk jaar sturen de hogescholen en hogere kunstschole het aantal studenten geteld op 1 december naar de bevoegde dienst of het centrum van de Franse Gemeenschap.

Art. 18. O.N.E. begeleidt en ondersteunt de diensten en centra van de Franse Gemeenschap bij de uitvoering van hun opdrachten, met inbegrip van de opleiding van het personeel.

Art. 19. § 1. De diensten en centra van de Franse Gemeenschap moeten de medische, verpleegkundige en administratieve ambten vervullen.

§ 2. Het medisch en verplegend personeel van de diensten en centra van de Franse Gemeenschap moet aan de volgende kwalificatie-eisen voldoen:

1 ° arts: in het bezit zijn van een doctorsgraad aangevuld met een masterdiploma in de medische wetenschappen en een universitair getuigschrift in de schoolgeneeskunde of een masterdiploma in de volksgezondheid, of een overeenkomstige eerdere titel;

2 ° verpleegkundige: in het bezit zijn van een bachelorsdiploma verpleegkunde of een overeenkomstige eerdere titel;

§ 3. In afwijking van § 2, 1°:

1° kan de houder van een medisch diploma, aangevuld met een masterdiploma in de medische wetenschappen, die noch houder is van een universitair getuigschrift in de schoolgeneeskunde, noch een masterdiploma in de volksgezondheid, medische functies uitoefenen binnen een dienst of centrum van de Franse Gemeenschap, op voorwaarde dat hij een korte vormingsstage heeft volbracht alvorens een dienst te betreden en zich ertoe verbindt het universitair getuigschrift in de schoolgeneeskunde of het masterdiploma in de volksgezondheid te volgen. De voorwaarden van de stage worden bepaald door O.N.E. en ter goedkeuring voorgelegd aan de overheid.

Indien zij niet binnen drie jaar na hun indiensttreding de titel hebben behaald die zij niet hadden, mogen zij niet meer in een dienst werken;

2° mag de houder van een diploma van arts in opleiding voor een masterdiploma in de medische wetenschappen medische functies binnen een dienst of centrum van de Franse Gemeenschap uitoefenen onder dezelfde voorwaarden als die bedoeld in 1°, alsmede onder de specifieke wetgeving voor artsen in opleiding voor een masterdiploma in de medische wetenschappen.

§ 4. Alle personeelsleden moeten in het bezit zijn van een attest uit het strafregister dat is afgegeven overeenkomstig artikel 596, lid 2, van het Wetboek van strafvordering en dat dateert van minder dan zes maanden voor de aanvang van hun activiteit; dit attest moet om de vijf jaar worden vernieuwd, op eenvoudig verzoek van O.N.E. of van de Algemene Administratie die de door de Franse Gemeenschap georganiseerde psycho-medisch-sociale centra in haar toewijzingen heeft.

HOOFDSTUK II. — Voorwaarden, procedure en modaliteiten van accreditatie en subsidies

Art. 20. De dienst moet worden georganiseerd door een publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon die geen winstoogmerk heeft.

Art. 21. De dienst moet beschikken over lokalen die hem in staat stellen de in artikel 7 bedoelde gezondheidscontroles en vaccinaties te organiseren en die voldoen aan de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

De dienst stelt, na raadpleging van O.N.E., specifieke voorwaarden vast die aangepast zijn aan de activiteiten van de lokalen binnen de scholen, hogescholen of hogere kunstschole waarvan de dienst gebruik kan maken, rekening houdend met de uitgevoerde activiteiten.

Art. 22. § 1. Onverminderd de voorwaarden voor afstuderen als bedoeld in artikel 19, moet het personeel van de dienst ten minste een halftijds equivalent van medisch personeel en een voltijds equivalent van verplegend personeel omvatten.

De minimale duur van de prestaties voor ten minste één medisch personeelslid is 40 uur per maand tijdens de schoolperiode, met een minimum van 360 uur per jaar. De minimumduur van de verstrekkingen voor andere medische zorgverleners bedraagt ten minste 180 uur per jaar, tenzij O.N.E. een vrijstelling verleent op basis van een naar behoren met redenen omkleed verzoek van de dienst.

De Regering kan minimumnormen van begeleiding vaststellen.

§ 2. Administratief personeel moet in het bezit zijn van een getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs of een overeenkomstig eerder bekwaamheidsbewijs.

Art. 23. De inrichtende macht wijst de persoon aan die verantwoordelijk is voor de algemene coördinatie van de dienst.

Ze benoemt ook een arts als medisch coördinator. Deze laatste is door de inrichtende macht belast met de vaststelling van ten minste de procedures voor het uitvoeren van gezondheidscontroles, profylaxe, vaccinaties en schoolbezoeken, zoals gedefinieerd in dit decreet. Ze is ook de gezondheidsreferent voor gezondheidsbevorderende programma's.

De ambten van algemeen coördinator en medisch coördinator kunnen door dezelfde persoon worden uitgeoefend.

Art. 24. Werknemers of zelfstandigen moeten zich voortdurend bijscholen.

De doelstellingen van de bij- en nascholing zijn het ontwikkelen van de vaardigheden die nodig zijn voor de uitoefening van het beroep, de dienst opdrachten en de evolutie van deze opdrachten.

Art. 25. § 1. De inrichtende macht van elke schoolinrichting, hogeschool of hogere kunstschool die een dienst heeft gekozen om de in artikel 2 bedoelde opdrachten uit te voeren, moet met de inrichtende macht van deze een overeenkomst sluiten waarin de middelen en de wijze van uitvoering van deze opdrachten zijn vastgelegd. O.N.E. stelt het model van deze overeenkomst vast en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

De duur van deze laatste is beperkt tot de duur van de erkenning. De overeenkomst eindigt in geval van sluiting van een inrichting of vestiging.

In geval van opening van een vestiging wordt een nieuwe overeenkomst ondertekend, die ingaat op de dag van ondertekening en eindigt op het einde van de periode van goedkeuring van de dienst.

In geval van opening van een inrichting wordt een wijziging van de oorspronkelijke overeenkomst ondertekend, die ingaat op de dag van ondertekening en eindigt op het einde van de erkenningsperiode van de dienst.

Wanneer een schoolinrichting, hogeschool of hogere kunstschool verschillende vestigingen heeft, kan het zijn dat er verschillende overeenkomsten met verschillende afdelingen worden gesloten.

§ 2. De in § 1 bedoelde overeenkomst bevat ten minste de volgende elementen:

- 1° de plaats waar de gezondheidsbeoordelingen zullen worden uitgevoerd;
- 2° de procedures voor de organisatie van het vervoer naar de in 1° bedoelde plaats;
- 3° de samenstelling van de dienst;
- 4° de procedures voor het doorgeven van informatie.

Het serviceproject is bij de overeenkomst gevoegd na ontvangst van de goedkeuring ervan door O.N.E..

Art. 26. § 1. De Regering stelt de procedures vast voor het verlenen en intrekken van de erkenning in geval van niet-naleving van de verplichtingen uit hoofde van dit decreet of de op grond daarvan genomen maatregelen.

§ 2. De procedures voor het verlenen van de erkenning moeten ten minste voorzien in

- 1° de procedures voor het indienen van de aanvraag tot erkenning;
- 2° de vorm en de termijn waarbinnen de besluiten tot verlening, weigering of intrekking van de erkenning moeten worden genomen;
- 3° de beroepsprocedures tegen besluiten tot weigering of intrekking van de erkenning en de mogelijkheid voor de inrichtende macht van de dienst om tijdens dit beroep te worden gehoord;
- 4° de duur van de erkenningen.

§ 3. O.N.E. is belast met het verlenen van erkenningen.

Art. 27. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten ontvangen de diensten een globale subsidie, berekend op basis van:

1° een forfaitaire subsidie per leerling die op 15 januari wordt geregistreerd bij de onderwijsinstellingen waarmee zij overeenkomstig artikel 25 een overeenkomst hebben gesloten;

2° een forfaitaire beurs per student geregistreerd op 1 december in de hogescholen of hogere kunstscholen waarmee zij een overeenkomst hebben gesloten, overeenkomstig artikel 25.

De in het vorige lid bedoelde forfaitaire subsidies worden door de Regering vastgesteld na raadpleging van O.N.E..

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt aan de diensten, naast de in § 1 bedoelde subsidie, een sociaal forfaitair bedrag toegekend per leerling wiens woonplaats is ingedeeld in een statistische sector die recht geeft op de toekenning van dit forfaitair bedrag.

Op basis van het gemiddelde sociaaleconomische indexcijfer bedoeld in artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, stelt de Regering, na raadpleging van O.N.E., de drempel vast voor de statistische sectoren die in aanmerking moeten worden genomen voor de toewijzing van het sociaal forfaitair bedrag.

Na advies van O.N.E. stelt de Regering de bedragen van het in de leden 1 en 2 bedoelde sociale vaste bedrag vast. Dit forfaitaire bedrag moet ten minste 25% en ten hoogste 50% van de in § 1, lid 1, bedoelde forfaitaire subsidie bedragen.

Ongeacht waar ze wonen, genieten nieuwkomers automatisch van het sociale forfaitair bedrag.

§ 3. Na raadpleging van O.N.E. stelt de Regering een aanvullende forfaitaire toelage vast binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten voor leerlingen in het gespecialiseerd onderwijs.

§ 4. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten ontvangt de dienst tevens een subsidie per leerling voor alle vervoerskosten die voortvloeien uit de verplaatsingen van het dienstpersoneel of uit de verplaatsingen van leerlingen van onderwijsinstellingen.

Na overleg met O.N.E. bepaalt de Regering de hoogte van deze subsidie op basis van de bevolkingsdichtheid van de plaats van de school.

§ 5. De Regering bepaalt de procedures voor de opschorting of intrekking van subsidies, voor het instellen van een beroep tegen dergelijke beslissingen en voor de mogelijkheid voor de inrichtende macht van de dienst om in beroep te worden gehoord.

§ 6. De indexering van de in dit artikel bedoelde subsidies wordt uitgevoerd volgens de verhouding tussen het indexcijfer van de consumptieprijzen van september van het lopende jaar en dat van september van het voorgaande jaar.

Art. 28. De in artikel 27 bedoelde subsidies dekken alle personeels-, materiële, operationele en vervoerskosten die nodig zijn voor de uitvoering door de dienst van zijn opdrachten.

Art. 29. § 1. De Regering stelt, na raadpleging van O.N.E., de procedures voor de vereffening en de motivering van de subsidies vast. Met instemming van de Regering kan O.N.E. gebruik maken van de werkgelegenheidsgegevens uit het bij het secretariaat-generaal ingestelde arbeidsregister, zoals gedefinieerd in het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Indien de verplichtingen van dit decreet of de krachtens dit decreet genomen maatregelen niet worden nagekomen, kan O.N.E. besluiten de subsidies op te schorten of in te trekken overeenkomstig de door de Regering krachtens artikel 27, § 5 vastgestelde procedures.

HOOFDSTUK III. — Toezicht en begeleiding

Art. 30. De opdrachten van de daartoe aangewezen "O.N.E." agenten zijn als volgt:

1° ervoor te zorgen dat schoolinrichtingen, hogescholen, hogere kunstscholen, diensten, ouders, volwassen studenten, volwassen leerlingen, volwassen studenten en personeelsleden van de diensten en centra van de Franse Gemeenschap al hun verplichtingen uit hoofde van dit decreet of de op grond daarvan vastgestelde bepalingen nakomen en, in voorkomend geval, overtredingen of inbreuken op de bepalingen van dit decreet of de op grond daarvan vastgestelde bepalingen te vast te stellen;

2° zo nodig een profylactisch onderzoek van leerlingen of studenten te laten uitvoeren overeenkomstig de in artikel 8, lid 3, bedoelde procedures;

3° de diensten en centra van de Franse Gemeenschap te begeleiden en te ondersteunen bij de uitvoering van hun opdrachten.

Art. 31. Elk jaar sturen de diensten en centra van de Franse Gemeenschap O.N.E. een jaarverslag toe dat als basis dient voor het toezicht op de opdrachten van de diensten en centra van de Franse Gemeenschap, maar ook voor het toezicht op en de follow-up van de gehele schoolgezondheidspromotiesector door O.N.E. O.N.E. bepaalt de vorm en inhoud van het jaarverslag en legt deze ter goedkeuring voor aan de Regering.

HOOFDSTUK IV. — De commissie voor gezondheidspromotie op scholen

Art. 32. § 1. Er is een commissie voor gezondheidspromotie op school opgericht. Haar opdrachten zijn dat ook:

1° de Regering advies te geven over elk ontwerp van decreet, besluit of algemene tekst

met betrekking tot de bevordering van de gezondheid op school of over de procedures voor de uitvoering ervan;

2° de Regering of O.N.E., hetzij op eigen initiatief, hetzij op hun verzoek, adviezen te geven over elke aangelegenheid in verband met gezondheidspromotie in scholen;

3° jaarlijks vóór 31 maart verslag uit te brengen aan het Parlement, de Regering en O.N.E. over haar optreden in het voorgaande jaar.

§ 2. Binnen de schoolgezondheidspromotiecommissie wordt een bureau opgericht om de werkzaamheden te coördineren.

Het Bureau bereidt de vergaderingen van de commissie voor, stelt de agenda op en zorgt ervoor dat de in § 1 bedoelde adviezen en verslagen worden toegezonden.

Het bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter en twee leden, gekozen door de commissie.

§ 3. Tenzij er sprake is van een noodtoestand, worden de adviezen van de schoolgezondheidspromotiecommissie gevraagd door de Regering of O.N.E. binnen een termijn van maximaal veertig kalenderdagen toegezonden.

Deze termijn gaat in na ontvangst van het verzoek om advies van het secretariaat van de Commissie.

Na deze periode zijn er geen adviezen meer nodig voor een geldig besluit van de Regering of O.N.E..

§ 4. De commissie gezondheidspromotie op school kan alleen een geldig advies uitbrengen als ten minste de helft van de leden aanwezig is.

Indien het quorum niet wordt bereikt, worden de leden uiterlijk binnen vijftien dagen na de vergadering opnieuw bijeengeroepen. Indien het quorum op deze vergadering niet opnieuw wordt bereikt, zal de schoolgezondheidspromotiecommissie geldig vergaderen, ongeacht het aantal aanwezigen.

Besluiten worden met gewone meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 5. De Schoolgezondheidspromotiecommissie stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt dit ter goedkeuring voor aan de Regering, na advies van O.N.E..

Art. 33. § 1. De commissie voor gezondheidspromotie op scholen bestaat uit vertegenwoordigers overeenkomstig de door de Regering vastgestelde bepalingen van:

1° federaties of verenigingen van inrichtende machten die diensten organiseren;

2° artsen die werkzaam zijn in de gezondheidspromotie op school;

3° verpleegkundigen die werkzaam zijn in de gezondheidspromotie op school;

4° van de Hogere Raad van Psycho-medisch-sociale centra;

5° onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

6° door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijsfederaties van overheden die het onderwijs organiseren;

7° federaties van ouderverenigingen;

8° organisaties voor gezondheidspromotie die actief zijn met kinderen en jongeren;

9° de adviesorganen die in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en in het Franse taalgebied zijn opgericht voor gezondheidspromotie. De deelname van deze organen is facultatief.

De leden van de schoolgezondheidspromotiecommissie worden door de Regering benoemd voor een hernieuwbare periode van vijf jaar.

§ 2° De Regering benoemt uit de gewone leden de voorzitter en de ondervoorzitter van de schoolgezondheidspromotiecommissie. Deze mandaten zijn onverenigbaar met het statuut van ambtenaar van de Franse Gemeenschap of een van haar instellingen van openbaar nut.

§ 3. De Regering benoemt tevens voor elk gewoon lid een plaatsvervangend lid dat dezelfde categorie van leden vertegenwoordigt.

Het plaatsvervangend lid zit alleen in afwezigheid van het gewone lid.

§ 4. In geval van overlijden of ontslag van een lid wordt zijn plaatsvervanger door de Regering benoemd om de ambtstermijn van zijn voorganger te voltooien.

Ieder lid dat de hoedanigheid verliest waarvoor hij is benoemd, wordt geacht ontslag te hebben genomen.

Op voorstel van de Commissie voor gezondheidspromotie op school kunnen alle effectieve leden en hun plaatsvervangers die samen minder dan 50% van de leden gedurende een periode van ten minste twaalf opeenvolgende maanden aanwezig zijn, door de Regering worden vervangen.

§ 5. Naast de in § 1 bedoelde leden worden de minister belast met de bevordering van de gezondheidspromotie op school evenals de ministers belast met het basis-, secundair of gespecialiseerd onderwijs en de centra voor alternerend opleidings- en onderwijs, in de schoolgezondheidspromotiecommissie vertegenwoordigd door de personen die zij aanwijzen. Zij hebben een adviserende stem.

O.N.E. en de Algemene directie bevoegd voor het verplicht onderwijs heeft genoten, worden ook met raadgevende stem vertegenwoordigd door de leden van hun personeel die zij aanwijzen.

§ 6. Het secretariaat van de schoolgezondheidspromotiecommissie wordt verzorgd door O.N.E..

§ 7. Voor de uitvoering van haar opdrachten kan de schoolgezondheidspromotiecommissie deskundigen uitnodigen voor de onderwerpen die zij behandelt.

§ 8. De Regering bepaalt het presentiegeld en de reiskostenvergoeding van de leden van de schoolgezondheidspromotiecommissie.

§ 9. Wanneer, op de agenda van de commissie voor gezondheidspromotie op school, een advies over gezondheidspromotie in hogescholen of hogere kunstscholen wordt geplaatst, worden op die vergadering de minister bevoegd voor het hoger onderwijs, met raadgevende stem, de algemene dienst voor hoger onderwijs, met raadgevende stem, en twee vertegenwoordigers van representatieve studentenorganisaties, op communautair niveau, met beraadslagende stem, vertegenwoordigd.

HOOFDSTUK V. — *Strafrechtelijke bepalingen*

Art. 34. Een boete van 26 tot 200 euro en een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden of slechts één van deze straffen wordt opgelegd aan ouders, volwassen leerlingen of volwassen studenten die niet aan de vereisten van artikel 15 voldoen.

De directeur van een schoolinrichting, de directeur-voorzitter van een hogeschool of de directeur van een hogere kunstschool die zich niet houdt aan de beslissingen genomen krachtens de artikelen 2, eerste lid, 3°, en 13 betreffende de algemene profylaxe, wordt bestraft met een geldboete van 26 tot 200 euro en met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden of slechts één van deze straffen.

Art. 35. Alle bepalingen van boek 1 van het Strafwetboek, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de in dit decreet bedoelde strafbare feiten en op strafbare feiten die indruisen tegen de krachtens dit decreet vastgestelde uitvoeringsmaatregelen.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 36. De volgende teksten worden opgeheven:

1° het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school;

2° het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit.

Art. 37. De besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school of van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit, blijven van kracht totdat zij zijn opgeheven of in strijd zijn met de bepalingen van dit decreet.

Art. 38. Lopende erkenningen die zijn verleend krachtens het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school of van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit, worden geacht op grond van dit decreet te zijn verleend. Deze erkenningen worden beëindigd overeenkomstig de met toepassing van dit decreet vastgestelde procedures.

Art. 39. Erkenningen en dienstprojecten die in 2020 aflopen, worden met twee jaar verlengd.

Art. 40. Voor de toepassing van de artikelen 19 en 22, worden de personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet daadwerkelijk het ambt uitoefenden waarvoor de kwalificatie volgens eerdere wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen vereist is, geacht over de vereiste kwalificatie te beschikken.

Voor de toepassing van artikel 19, § 2, 1°, en 22, § 1, worden de personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet als arts werkzaam waren in een dienst of centrum van de Franse Gemeenschap en in het bezit waren van een masterdiploma in de geneeskunde, aangevuld met een universitair getuigschrift in de schoolgeneeskunde, een masterdiploma in de volksgezondheid of een eerder bekwaamheidsbewijs dat overeenkomt met het masterdiploma in de volksgezondheid, geacht de vereiste kwalificatie te bezitten.

Art. 41. In alle bedoelde wetten, decreten of besluiten, waaronder de reglementering betreffende de PMS-centra, wordt de verwijzing naar de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht, het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school of van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit, vervangen door een verwijzing naar dit decreet.

Art. 42. Dit decreet treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 14 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R.DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs,
Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

(1) *Zitting 2018-2019*

Stukken van het Parlement:

- Ontwerp van decreet, nr. 761-1.
 - Commissieamendementen, nr. 761-2.
 - Commissieverslag nr. 761-3.
 - Vergaderingsamendementen, nr. 761-4.
 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 761-5.
- Integraal verslag: - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 13 maart 2019.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/30363]

6 MARS 2019. — Arrêté ministériel modifiant les annexes de l'arrêté ministériel du 26 janvier 2017 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 relatif à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre Ier du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture, les articles 3, 5 et 8;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D. 134;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 relatif à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures, l'article 6, § 1^{er}, alinéa 6;

Vu l'arrêté ministériel du 26 janvier 2017 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 relatif à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures;

Vu le rapport du 1^{er} février 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 24 janvier 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 12 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la proposition du Comité technique institué par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 relatif à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures, donné le 8 novembre 2018,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté ministériel du 26 janvier 2017 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 relatif à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures, l'annexe 1^{re} est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 2. Dans le même arrêté, l'annexe 2 est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Namur, le 6 mars 2019.

R. COLLIN